RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT INDRE ET LOIRE
COMMUNE DE LOUANS

Compte rendu de séance
Séance du 3 Juin 2025

L' an 2025 et le 3 Juin à 20 heures 30 minutes, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame AVRIL Anaïs, Maire.

Présents : Mme AVRIL Anaïs, Maire, Mme GOUGET Micheline, M. VAH Jean-François, M. FOUSSIER Fabien, M. CLISSON Frédéric, M. AUBERT Thomas (arrivé à 20h49), M. DAVEAU Dimitri, Mme FINOT Hélène, M. GAUTIER Sébastien, M. JULLIEN Gérald, Mme LEMAIRE Virginie-Anne, Mme MIZZI Maëlanne

Excusé ayant donné procuration : M. BARON Benoist à M. VAH Jean-François

Absente : Mme BERMELL Charlène

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 14
- Présents : 12

Date de la convocation :

Date d'affichage :

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous-Préfecture

le :

et publication ou notification

du :

A été nommé secrétaire : M. VAH Jean-François

Objets des délibérations

SOMMAIRE

I - Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 08 avril 2025

II - Tarifs cantine, garderie, goûter et pause méridienne

III - Règlement intérieur cantine

IV - Règlement intérieur garderie

V - Demande intervenant dumiste à l'école

VI - Demande de participation à la scolarité des enfants non-résidents - ville de Tours

VII - Modification du RIFSEEP

VIII - Demande de subvention du Secours populaire

IX - Demande de subvention pour mise en accessibilité des locaux - Prudor Sarah

X - Approbation de la convention de subventionnement d'investissement avec la société API DISTRIBUTION SAS

XI - Adoption du rapport de consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers pour les années 2021 et 2022

XII - Questions diverses

I - Approbation du compte-rendu du Conseil Municipal du 08 avril 2025

Le compte-rendu de la session du 8 avril 2025 a été envoyé préalablement à l'ensemble des conseillers.

Après en avoir délibéré, et conformément à l'article L 2121-23 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal, accepte ce dernier compte-rendu à la majorité des présents (12 voix POUR).

II – Tarifs cantine, garderie, goûter et pause méridienne

Vu l'augmentation des prix,

Suite à la commission affaires scolaires qui s'est réunie le 20 mai 2025, Madame le Maire propose d'augmenter le tarif des repas pour la rentrée scolaire de 2025-2026 :

					PROPOSITION
	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Cantine enfant	3.45	4.25	4.37	4.55	4.62
Cantine adulte	5.05	6.31	6.57	6.75	6.85
Pause méridienne		1.80	1.00	2.00	2.00
Garderie l'heure	1.90	1.95	2.00	2.00	2.00
Goûter	0.85	0.90	0.95	1.00	1.00

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des présents :

- **ACCEPTE** les nouveaux tarifs pour la rentrée scolaire 2025-2026 (voir tableau ci-dessus).

Ces nouveaux tarifs seront applicables à partir du 1er septembre 2025.

III - Règlement intérieur cantine

Suite à la commission affaires scolaires qui s'est réunie le 20 mai 2025, il a été décidé de modifier les points suivants du règlement intérieur de la cantine :

- modification année scolaire par « 2025-2026 »

- modification date délibération du conseil municipal le « 03/06/2025 »
 - suppression le n° de fax de la mairie
 - dans article : **V : FACTURATION**
 - suppression du mot « actuel » au début de la phrase
 - modification des tarifs « enfant : **4,62€** et adulte : **6,85€** »
 - modification de la date « 01/09/2025 »
 - suppression de la phrase « mais modifié..... jusqu'à 6,75 pour les adultes »
 - ajout du texte suivant : « **ATTENTION** : si vous voyez apparaître le **N° 09 72 27 36 00** sur votre téléphone, **SVP décrochez, c'est le service cantine de Louans qui cherche à vous joindre.**
- Le numéro **02 47 92 88 31** reste à votre disposition pour vos appels vers tous les services. »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **ACCEPTE** à l'unanimité des présents, les modifications ci-dessus du règlement intérieur de la cantine pour l'année scolaire 2025-2026.

(Voir le règlement intérieur complet en annexe)

IV – Règlement intérieur garderie

Suite à la commission affaires scolaires qui s'est réunie le 20 mai 2025, il a été décidé de modifier les points suivants du règlement intérieur de la garderie :

- modification année scolaire « 2025-2026 »
 - modification date délibération du conseil municipal « 03/06/2025 »
 - ajout du texte suivant : « **ATTENTION** : si vous voyez apparaître le **N° 09 72 27 19 87** sur votre téléphone, **SVP décrochez, c'est le service garderie de Louans qui cherche à vous joindre.**
- Le numéro **02 47 92 88 31** reste à votre disposition pour vos appels vers tous les services. »

Après en avoir délibéré, le conseil municipal **ACCEPTE** à l'unanimité des présents, les modifications ci-dessus du règlement intérieur de la garderie pour l'année scolaire 2025-2026.

(Voir le règlement intérieur complet en annexe)

V – Demande intervenant dumiste à l'école

Madame le Maire indique qu'une personne dumiste intervenait cette année à l'école auprès des

élèves le jeudi matin dans le cadre de sa formation.

Les enseignants souhaiteraient poursuivre l'apprentissage musical aux élèves de l'école LUPANTIA pour l'année scolaire 2025/2026 en concordance avec leur programme scolaire.

L'APE participerait à la charge financière de l'intervenant à hauteur de 630€.

L'intervention serait de 3 150 € (35€/heure x 3h x 30 semaines) ou de 2 940 €(35€/heure x3h x 28 semaines)

Suite à la commission affaires scolaires qui s'est réunie le 20 mai 2025, il a été décidé que la participation de la commune serait de la moitié de la dépense, l'autre moitié par l'ACSEL, déduction faite des 630€ de l' APE.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des présents :

- **ACCEPTE** de participer à la moitié du financement de l'intervention du dumiste pour l'année scolaire 2025-2026, l'autre moitié étant financé par l'ACSEL, déduction faite des 630€ de l'APE.

VI – Demande de participation à la scolarité des enfants non-résidents – ville de Tours

Monsieur Franck GAGNAIRE, L'Adjoint au Maire de Tours par courrier en date du 23 avril 2025, sollicite le règlement du forfait communal pour un enfant résidant sur notre commune pour l'année scolaire 2024-2025. Cela concerne un élève en élémentaire qui fréquente l'école publique Poulenc (musique et danse) de Tours.

Considérant :

- que ce sont les parents qui ont choisi de mettre leur enfant dans cette école
- que la Commune a les structures nécessaires à la scolarisation des enfants de Louans de la petite section de la maternelle aux CM2 (restauration scolaire et accueil périscolaire),
- que la Commune de Louans accueille toujours de nombreux enfants des écoles des communes voisines sans demander de participation financière.

Madame le Maire demande à l'assemblée de voter sur le versement de ce forfait communal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, décide à l'unanimité des présents, **de ne pas participer** aux frais de scolarité pour cet enfant pour l'année scolaire 2024-2025.

VII – Modification du RIFSEEP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20 ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88 ;

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n°2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux **corps des secrétaires administratifs** des administrations de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (rédacteurs),

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application aux **corps des adjoints administratifs** de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (adjoints administratifs territoriaux),

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux **corps des agents techniques** de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (adjoints techniques territoriaux),

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP);

Considérant qu'il convient d'instaurer au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le RIFSEEP en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune,

Considérant que le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu ;

Considérant que le RIFSEEP est composé de 2 parts obligatoires, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) et le complément indemnitaire annuel (CIA) ;

CHAPITRE 1 - MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

1) Le principe

L'IFSE vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

2) Les bénéficiaires

L'IFSE est instituée, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel

3) La détermination des groupes de fonctions et les montants maxima

Pour l'Etat, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds. Chaque emploi de la collectivité est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

Catégorie B

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des REDACTEURS		Montant maximum annuel de l'IFSE	
Groupe de fonctions	Emplois	Montant annuel maximum d'IFSE retenu par l'organe délibérant	Montant plafond à l'Etat
Groupe 1	<i>Secrétaire générale de mairie</i>	8 000 €	17 480 €

Catégorie C

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des ADJOINTS ADMINISTRATIFS	Montant maximum annuel de l'IFSE
--	---

Groupe de fonctions	Emplois	Montant annuel maximum d'IFSE retenu par l'organe délibérant	Montant plafond à l'Etat
Groupe 1	<i>Agent en charge du secrétariat de mairie</i>	6 000 €	11 340 €
Groupe 2	<i>Agent polyvalent en charge de certaines tâches administratives du secrétariat de mairie et de l'Agence Postale Communale</i>	4 000 €	10 800 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des ADJOINTS TECHNIQUES		Montant maximum annuel de l'IFSE	
Groupe de fonctions	Emplois	Montant annuel maximum d'IFSE retenu par l'organe délibérant	Montant plafond à l'Etat
Groupe 1	<i>Agents techniques</i>	6 000 €	11 340 €
Groupe 2	<i>Agents d'entretien Agents faisant fonction d'ATSEM Agent de restauration</i>	4 000 €	10 800 €

Les montants annuels de référence de l'IFSE tels que définis par l'organe délibérant sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents occupés sur un emploi à temps non complet. Par ailleurs, pour les agents à temps partiel ces montants sont réduits dans les mêmes conditions que le traitement.

4) Le réexamen du montant de l'IFSE :

Le montant annuel attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen dans les cas suivants :

- en cas de changement de fonctions ou d'emplois,
- en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent (approfondissement de sa connaissance de l'environnement de travail et des procédures, l'amélioration des savoirs techniques et de leur utilisation, ...).

Ce réexamen pourra donner lieu à une réévaluation du montant annuel de l'IFSE, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire découlant des montants maxima définis ci-dessus.

5). Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :

Application du décret de n°2010-997 du 26/08/2010 institué pour les agents de l'Etat :

- En cas de congé de maladie ordinaire : l'IFSE suivra le sort du traitement.
- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de l'I.F.S.E. est suspendu.

6). Périodicité de versement de l'IFSE :

Elle sera versée mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué et son montant sera proratisé en fonction du temps de travail.

CHAPITRE II –MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

1) Le principe :

Le CIA est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

2) Les bénéficiaires :

Le C.I.A. est attribué, selon les modalités ci-après et dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat aux :

- aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

3) La détermination des montants maxima de C.I.A. :

Le CIA pourra être versé en fonction de la valeur professionnelle et de l'investissement personnel de l'agent appréciés lors de l'entretien professionnel et pourra tenir compte de :

- La valeur professionnelle,
- L'investissement personnel dans l'exercice des fonctions,
- Le sens du service public
- La capacité à travailler en équipe et la contribution apportée au collectif de travail

La part du CIA correspond à un montant maximum, fixé par l'organe délibérant, déterminé par groupe de fonctions et par référence au montant de l'IFSE dans la collectivité.

Les montants plafonds annuels du CIA sont fixés comme suit :

Catégorie B

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des	Montant maximum annuel du C.I.A. (en €)
--	--

REDACTEURS		
Groupe de fonctions	Montant annuel maximum de CIA retenu par l'organe délibérant	Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité (IFSE + CIA)
Groupe 1	2 000 €	10 000 €

Catégorie C

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des ADJOINTS ADMINISTRATIFS	Montant maximum annuel du C.I.A. (en €)	
Groupe de fonctions	Montant annuel maximum de CIA retenu par l'organe délibérant	Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité (IFSE + CIA)
Groupe 1	1 000 €	7 000 €
Groupe 2	750 €	4 750 €

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des ADJOINTS TECHNIQUES	Montant maximum annuel du C.I.A. (en €)	
Groupe de fonctions	Montant annuel maximum de CIA retenu par l'organe délibérant	Plafond global du RIFSEEP retenu par la collectivité (IFSE + CIA)
Groupe 1	1 500 €	7 500 €
Groupe 2	750 €	4 750 €

Les montants individuels sont fixés par l'autorité territoriale, dans la limite du montant annuel maximum retenu par l'organe délibérant. Ce montant pourra être affecté d'un coefficient de modulation, compris entre 0 et 100%, pour chacun des bénéficiaires listés ci-dessus, en fonction des critères adoptés par l'organe délibérant

Le CIA attribué individuellement sera revu annuellement à partir des résultats des entretiens d'évaluation.

4) La périodicité de versement du C.I.A. :

Le CIA fera l'objet d'un versement mensuel et ne sera pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre. Le versement a lieu en année N, en tenant compte de l'évaluation professionnelle portant sur l'année N-1.

Le montant est proratisé en fonction du temps de travail.

5) Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A. :

- En cas de congé de maladie ordinaire : le C.I.A. suivra le sort du traitement.

- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant ou pour adoption, cette indemnité sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement du C.I.A. est suspendu.

CHAPITRE III – DISPOSITIONS DIVERSES

Cette délibération abroge, les délibérations antérieures susvisées, relatives au régime indemnitaire.

CHAPITRE IV – DATE D'EFFET

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 01/03/2025.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à la majorité des présents (12 voix POUR et 1 voix CONTRE)

DÉCIDE

Article 1er

D'instaurer le RIFSEEP selon les modalités définies ci-dessus.

Article 2

D'autoriser le Maire à fixer par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre de l'IFSE et du CIA dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 3

La délibération numéro 2025_0004 en date du 04/02/2025 est abrogée.

Article 4

De prévoir et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au Chapitre 012 "Charges de personnel et frais assimilés" article 64118 "personnel titulaire – autres indemnités" et article 64138 "personnel non titulaire – primes et autres indemnités".

VIII – Demande de subvention du Secours Catholique

Madame Claire CURIS-TOURNIER, Présidente de La délégation d'Indre et Loire du secours catholique par courrier en date du 14 avril 2025, demande une subvention de fonctionnement pour l'année 2025.

Madame le Maire demande à l'assemblée de voter sur le versement de cette participation.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, à l'unanimité des présents, DÉCIDE :

- **DE NE PAS VERSER** d'aide financière pour le fonctionnement du Secours Catholique.

IX – Demande de subvention pour mise en accessibilité des locaux – Prudor Sarah

Madame Prudor Sarah, par courrier en date du 27 mai 2025, sollicite une subvention pour la mise en accessibilité des locaux sis « 4 rue du petit fort » .

L'adjoint DAVEAU Dimitri, conjoint de Mme PRUDOR Sarah sort de la salle et ne prend pas part au vote.

Après en avoir délibéré, le conseil Municipal, 5 voix "CONTRE," 5 ABSTENTIONS, 2 voix "POUR", DÉCIDE :

- **DE NE PAS VERSER** d'aide financière pour les travaux d'aménagement.

X – Approbation de la convention de subventionnement d'investissement avec la société API DISTRIBUTION SAS

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2251-3 ;

1. Madame le Maire rappelle que la Commune de LOUANS a été sollicitée par la société API DISTRIBUTION SAS afin que cette dernière installe sur le territoire de la Commune une supérette.

Le projet consiste dans la mise en place d'une supérette autonome, ouverte sept jours sur sept et disposant des produits de consommation les plus courants, produits alimentaires frais, surgelés, ambiants, hygiène et droguerie, ainsi que d'une sélection de produits locaux. La société API DISTRIBUTION SAS, par son concept innovant de distribution alimentaire, apporte un nouveau type de service dans les communes qui en sont, pour l'instant, dépourvues. Elle se spécialise dans les services au monde rural.

La Commune de LOUANS est une commune rurale, dépourvue de commerces alimentaires et ses habitants sont contraints d'effectuer plus de 6 km pour pouvoir se rendre dans le magasin le plus proche.

2. Conformément aux dispositions du code général des collectivités territoriales et plus précisément de son article L. 2251-3 et compte tenu de la carence de l'initiative privée, la Commune a souhaité apporter une aide financière d'investissement à la Société API DISTRIBUTION SAS pour permettre l'installation de la supérette.

Ainsi, il est demandé au conseil municipal d'approuver la convention de subventionnement d'investissement ci-annexé.

Le Conseil, après en avoir délibéré, par 11 voix "pour" et 2 abstentions

Article 1 – Décide d'approuver la convention de subventionnement d'investissement ci-annexé ;

Article 2 – Autorise Madame le Maire à signer la convention de subventionnement d'investissement ;

Article 3 – Autorise Madame le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

XI - Adoption du rapport de consommation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers pour les années 2021 et 2022

Pour manque d'information, le point est reporté au prochain conseil.

XII -Questions diverses

- a) Atelier participatif PLU le 11/06/2025
- b) Aménagement Rue du Petit fort : fleurissement
- c) Parking vélo de l'école : à voir au prochain CM
- d) Voyage scolaire
- e) Carré potager
- f) Devis alarme école
- g) Rendez-vous Talpa le jeudi 12/06 à 16h30
- h) Compte-rendu commission voirie : validation devis
- i) Prochain CM le 08/07/2025

En mairie, le 05/06/2025
Le Maire
Anais AVRIL